

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 7 (2000)
Heft: 2

Buchbesprechung: Dossier : "archives d'entreprises"

Autor: Peters, Suzanne

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



été abordées et dans une large mesure tranchées. Même la question de la responsabilité de Marx avait déjà été évoquée. Seule demeurait, non plus comme justification des crimes mais comme une perspective historique alternative, l'idée de la révolution. La question est intéressante, légitime même dans une démocratie, mais elle ne relève pas du travail d'historien, surtout dans un contexte politique français marqué, comme c'était le cas à la sortie du livre, par la «normalisation» de l'extrême droite.

Loin d'avoir fait avancer le débat quant à lui bien historique de la comparaison – et non pas de l'assimilation – des systèmes communistes et fascistes, l'introduction de Courtois a contribué à le rendre moins lisible en mélangeant sciemment histoire et politique. Saluons pour conclure la parution en 1999 de deux ouvrages collectifs qui se sont pour leur part efforcés de dépasser les partis pris idéologiques pour interroger les possibilités de comparaison des deux régimes sans glisser intentionnellement vers la confusion. Il s'agit de *Nazisme et Communisme. Deux régimes dans le siècle*, présenté par Marc Ferro, Paris, et de *Stalinisme et Nazisme. Histoire et mémoire comparée*, sous la direction d'Henry Roussio, Bruxelles.

Jean-François Fayet (Genève)

**CAHIERS D'HISTOIRE
DU MOUVEMENT OUVRIER, 15
DOSSIER
«ARCHIVES D'ENTREPRISES»**

EDITIONS D'EN BAS, LAUSANNE, 1999, 176 P., FS 25.–

Depuis 1984, l'Association pour l'étude et l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), basée à Lausanne, publie régulièrement des cahiers centrés sur l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse

romande. Ceux-ci se composent d'un dossier thématique, de contributions de natures diverses et de comptes-rendus. Leur originalité tient à ce qu'ils rassemblent non seulement des travaux d'universitaires, mais également de jeunes chercheurs et chercheuses ou de militantEs «autodidactes». Par ailleurs, l'AEHMO organise également des conférences, des colloques et des expositions. Depuis quelques années, elle co-édite des livres sur l'histoire du mouvement ouvrier, comme l'ouvrage collectif *Histoire sociale et mouvement ouvrier: un bilan historiographique 1848–1998* (avec les Editions d'en-bas et Chronos) ou l'hommage aux travaux de Claude Cantini, paru l'année dernière sous le titre *Pour une histoire sociale et antifasciste* (avec les Editions d'en-bas). Une autre activité de l'association doit encore être mentionnée: il s'agit de la récolte et de la mise à disposition de documents relatifs à l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse romande (textes manuscrits, imprimés, documents filmés ou photographiques etc.). Une fois confiés à l'AEHMO, ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne où ils sont accessibles aux chercheurs et aux chercheuses.

Les *Cahiers* de 1997 étaient consacrés à la Guerre d'Espagne et à l'écho des Brigadistes en Suisse romande, ceux de 1998 à la problématique liée à la Mémoire et à l'Histoire.

L'édition 1999 de la revue s'intéresse aux archives d'entreprises. On y pose d'emblée la question de savoir dans quelle mesure de nouvelles sources, rendues accessibles au public grâce à la timide ouverture actuelle des archives, peuvent constituer un apport à la construction d'une histoire du mouvement ouvrier. Autrement dit: comment appréhender, au moyen de documents essentiellement patronaux, les conditions de travail, les réactions ou les attentes des

travailleurs et travailleuses? Six chercheurs et chercheuses tentent d'apporter une réponse à ce questionnement, après avoir étudié les sources de différentes entreprises romandes.

Ainsi, c'est sous l'angle de l'élaboration et de l'évolution de ce qu'il considère comme une véritable stratégie sociale que Laurent Tissot aborde l'histoire de l'entreprise Paillard S. A. (Sainte-Croix et Yverdon), pour la période qui va de 1938 à 1950. Cette stratégie vise – tout d'abord au nom de ce que l'auteur présente comme un «paternalisme» prédominant jusque dans les années '30, puis d'un corporatisme «à la vaudoise» – à écarter autant que possible toute forme d'influence syndicale ou, de manière générale, extérieure à l'organisation des relations de travail au sein de l'entreprise. Cet article présente la manière dont petit à petit cette modélisation des rapports de travail, très inspirée dans un premier temps par les théories de la Ligue vaudoise et d'un Marcel Regamey va peu à peu céder le pas, avant tout sous la pression de l'évolution économique et sociale de la métallurgie suisse dans son ensemble, à une norme inspirée des pratiques du patronat d'Outre-Sarine. Ce qui, de fait, représente une unification croissante des stratégies patronales vaudoises et alémaniques vis-à-vis d'ouvriers et d'ouvrières de plus en plus organisés.

L'article d'Olivier Schmid analyse un processus en deux temps, entre 1870 et 1930, au travers des archives de la fabrique de chocolat neuchâteloise Suchard. Dans une première phase, la direction de Suchard mène vis-à-vis de ses employés une politique «paternaliste» qu'elle a progressivement mise en place au cours du 19^e siècle. Celle-ci représente alors à la fois un système de prestations concédées aux travailleurs et

trôle de la direction sur ceux-ci et celles-ci, y compris jusque dans la sphère la plus intime de leur vie privée. Par la suite, lorsque l'entreprise ne peut plus subvenir aux deux prérequis que l'auteur attribue à cette politique, à savoir une situation financière permettant d'assumer ces prestations et une figure emblématique qui soit à même d'incarner cette politique, celle-ci s'effondre purement et simplement, au cours des années '20, dans un contexte de crise économique.

Trois autres contributions de ce dossier se sont penchées sur ces archives d'entreprises en partant des indications qu'on y trouve sur l'évolution du processus de production et des salaires. Ainsi, la contribution de Gilles Forster porte sur l'introduction du processus de rationalisation au sein des Ateliers de Sécheron (1916–1924).

Joëlle Knobel Wenger, pour sa part, s'est penchée sur les archives de la manufacture horlogère Louis Brandt & Frère qu'elle a essentiellement exploitées sous l'angle de la politique salariale – particulièrement du point de vue de l'emploi des femmes, catégorie abondante et sous-payée dans cette branche – et des prestations de l'entreprise aux ouvriers et ouvrières.

C'est également la question de la politique salariale pratiquée au sein de la fabrique de cycles Condor qu'Alain Cortat a étudiée au travers des archives de l'entreprise. La question se double, dans ce cas, de la politique de la direction des cycles Condor vis-à-vis des deux syndicats en présence, à savoir la FOMH et les syndicats chrétiens-sociaux et corporatistes – dont l'auteur exploite également les archives. Alain Cortat montre de quelle manière, au cours des années '30 particulièrement, le patronat utilise les rivalités qui existent entre les différents syndicats pour s'assurer une situation qui lui soit aussi profitable que possible.



Last but not least, François Kohler présente, par la voie de séries statistiques construites au moyen des listes d'employéEs établies par le patronat, l'évolution du personnel de la Coutellerie Wenger SA à Delémont.

A la lecture de ces différents travaux, il ne fait pas de doutes que l'exploitation des archives d'entreprises «dans la perspective d'une histoire des luttes politiques et syndicales» (10) soit problématique, comme le relève Laurent Tissot en introduction. Cependant, bien que les recherches présentées ici ne soient pas semblables du point de vue de la démarche choisie et que leurs auteurEs peinent parfois à adopter une distance critique face à ces documents patronaux et à les réinsérer dans un contexte historique plus large, les résultats présentés ici permettent au moins d'établir une constante: au cours de la première moitié du 20^e siècle, il se produit dans toutes

ces entreprises une évolution du rapport de domination exercé par le patronat sur les travailleurs et les travailleuses. On assiste en effet à un réaménagement du temps et du travail qui donne de plus en plus de poids à une organisation structurée et hiérarchisée («rationnelle» et «tayloriste»), au détriment d'un pouvoir centré sur la figure du «patron». Partant de cette évolution, on ne peut que regretter que les auteurEs n'aient pas pris le parti de questionner plus systématiquement et de façon plus transversale les archives à disposition; par exemple, quant aux avantages que les dirigeants d'entreprises romands tirent de ce réaménagement du processus de production, en termes d'accaparement de la plus-value par un contrôle plus efficace du temps de travail des travailleurs et travailleuses.

Suzanne Peters (Lausanne)